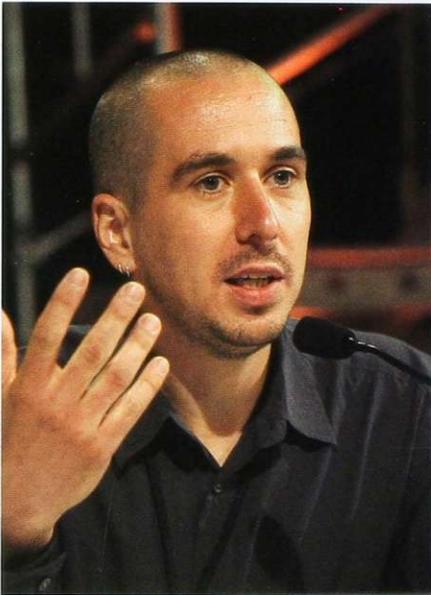


le quotidien du congrès



UN RENDEZ-VOUS AVEC LA SOLIDARITÉ



Le chercheur au Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, Damien Contandriopoulos, a réfuté certaines idées reçues sur le financement de la santé et déboulonné des mythes.

« On peut faire dire n'importe quoi aux chiffres ! » a-t-il souligné. Parmi les clichés répandus : le Québec investit plus que les autres États et les dépenses augmentent sans cesse. En fait, les autres pays de l'OCDE consacrent à peu près autant et les sommes mises dans le système de santé sont stables.

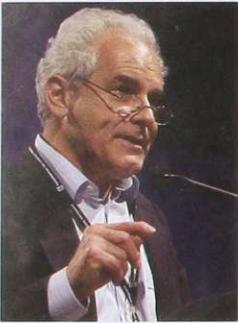
sommaire

| | |
|----------------------------------|---|
| Invité | 2 |
| Reportage | 3 |
| Le congrès | 4 |
| Actualités | 5 |
| International | 6 |
| 400 ^e de Québec | 7 |
| Où sortir • Mots croisés | 7 |
| Babillard | 8 |



LE DÉFICIT DÉMOCRATIQUE DU PSP

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) a été adopté par les trois chefs d'État et de gouver-



Dorval Brunelle
Directeur de l'Observatoire
des Amériques, UQAM

nement des États-Unis, du Mexique et du Canada, en mars 2005. Ce partenariat prévoit la mise en place d'une Communauté économique sécuritaire comprenant trois instances :

premièrement, un sommet annuel des trois chefs ; deuxièmement, un cabinet, comprenant deux ministres par pays : un responsable du dossier de la sécurité, l'autre de la prospérité ; et, troisièmement, un Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) qui regroupe dix dirigeants des plus grandes entreprises de chaque pays, pour un total de 30.

Ces trois instances ont la responsabilité de superviser l'harmonisation normative et réglementaire effectuée par une trentaine de groupes de travail auxquels siègent des représentants des gouvernements, des grandes entreprises, ainsi que des experts. En somme, contrairement à l'Union européenne où l'on a pris soin d'impliquer les parlementaires, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile dans le processus d'intégration à grande échelle mis en place là-bas, l'Amérique du Nord innove en instaurant un mécanisme unique au monde, qui tient davantage de la gouvernance publique-privée que de la gouvernance démocratique à laquelle on aurait pu s'attendre de la part de trois chefs démocratiquement élus.

Pourtant, les documents officiels diffusés à l'issue de ces rencontres évoquent constamment et rituellement « l'intérêt nord-américain » et le « bien commun ». Or on peut se demander en quoi et comment ce soi-disant « intérêt nord-américain » diffère de celui des États-Unis, quand toutes les exigences et les contraintes viennent de là-bas et quand des demandes venant des deux partenaires sont systématiquement écartées des discussions. Tout comme on est en droit de se demander quel peut bien être le contenu d'un « bien commun » élaboré dans des face-à-face entre chefs politiques et chefs d'entreprises, alors que les représentants de tous les autres secteurs sont exclus des débats et des discussions, qu'il s'agisse des petites et moyennes entreprises, des secteurs communautaires, coopératifs et sociaux, ou encore des secteurs nationalisés ou étatisés.

La réponse à ces questions est pourtant simple. En fait, la sécurité économique des États-Unis exige la sécurisation de leur accès aux ressources naturelles de base indispensables au maintien de la croissance et surtout à la pérennisation du mode de consommation de l'*American way of life*. Parmi les sujets abordés lors des dernières rencontres figurent l'établissement d'un commandement militaire unifié pour l'Amérique du Nord et l'approvisionnement des États-Unis en pétrole. Cette dernière question soulève aussi bien celle de la privatisation de la compagnie nationale Pemex au Mexique, que celle de l'exploitation, hautement polluante, des sables bitumineux de la province de l'Alberta.

Face à cette nouvelle gouvernance nord-américaine, la question centrale est celle de savoir quels intérêts défendent et promeuvent trois chefs qui n'ont aucun compte à rendre à leur gouvernement, face à des représentants économiques qui n'ont de compte à rendre qu'à eux-mêmes et à leurs actionnaires ?



62^e Congrès
Jeudi 15 mai 2008

le quotidien
du congrès



Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien
gérées et d'autres sources contrôlées
www.fsc.org Cert no. SGS-COC-004207
© 1996 Forest Stewardship Council

Coordination : Lyne Beaulieu • Pupitre : Jacqueline Rodrigue • Rédaction : Benoit Aubry, Lyne Beaulieu, Pierre-Luc Bilodeau, Michel Crête, France Désaulniers, Roger Deslauriers, Michelle Filteau, Yves Lacroix, Denise Proulx, Lyle Stewart, Claire Trencia • Mise en page : Carole Archambault • Traitement des photos : Benoit Aubry • Révision : Lyne Beaulieu, Claire Trencia • Mots croisés : Sylvio Robinson • Photographies : Alain Chagnon, Michel Giroux et contributions militantes • Caricatures : Boris • Grille graphique : Carole Archambault • Impression : Les syndiqué-es CSN d'Impart-Litho, Victoriaville • Distribution : L'équipe du service d'ordre du congrès.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, 2008. Bibliothèque nationale du Canada, 2008

S'assurer de se comprendre : un défi quotidien !

par Denise Proulx
Journaliste indépendante

Le mot clé : la communication. Constante. Celle qui fait en sorte que depuis la création du syndicat en 2003, aucun grief n'a été déposé à cause de difficultés dans les relations de travail au Groupe CNP inc. de Rivière-du-Loup. « On prend le temps de se rencontrer, chaque fois qu'une situation sur le plancher du travail devient problématique et qu'elle pourrait conduire au dépôt d'un grief. L'employeur fait preuve d'une certaine ouverture d'esprit. La clé de cette bonne entente, c'est la création d'un comité de relations de travail au sein de l'entreprise », explique Guillaume Marquis, président depuis sa fondation du Syndicat des employés du Groupe CNP inc., qui regroupe 173 membres.

Cette démarche lui apparaît comme la seule bonne façon de faire, réaliste, dans le contexte actuel de l'industrie porcine, qui subit de profondes perturbations structurelles. Groupe CNP inc. est une petite et moyenne entreprise québécoise de transformation de viandes, principalement de porc. Elle s'approvisionne à partir d'autres usines de transformation et des abattoirs pour répondre aux besoins du marché de la consommation, et sa production est surtout destinée à l'exportation (près de 80 % au Japon).

Groupe CNP inc. gère une convention collective qui est parfois perçue, par l'employeur, comme remplie d'irritants. Par contre, du côté des employés, elle est le paravent qui assure leur sécurité et un climat de travail stimulant. S'assurer de se comprendre et de valoriser les avantages de ces règles de fonctionnement, d'un côté comme de l'autre de la table de discussions, demande de la patience, de la persévérance, de la rigueur. « C'est un travail soutenu, mais qui en vaut la peine. Tout s'articule autour du comité des relations de travail, qui réussit à désamorcer des crises qui prendraient normalement des mois à se résoudre. Nous, en parlant régulièrement au patron, en le sensibilisant à notre réalité. Lui, en nous expliquant les contraintes avec lesquelles il doit mener ses affaires. Je peux dire que nous avons développé la capacité de discuter plus sereinement des problèmes », enchaîne Guillaume Marquis.

Par exemple, c'est à la suite de nombreuses heures d'échanges qu'un cadre précis a été défini pour la formation professionnelle. Pour le syndicat, il était important de participer de façon paritaire au choix des priorités en formation et également des personnes qui deviendraient les formateurs du personnel. Le syndicat s'est aussi montré vigilant et collaborateur



Photo : Alain Chagnon

Guillaume Marquis, président depuis sa fondation du Syndicat des employés du Groupe CNP inc.

dans l'organisation de la rotation des employé-es aux différents postes de travail. « Cette approche a permis d'améliorer la rétention du personnel. Depuis que nous avons défini ces règles, il y a passablement moins d'employés qui se blessent ou qui s'absentent », se réjouit Guillaume Marquis.

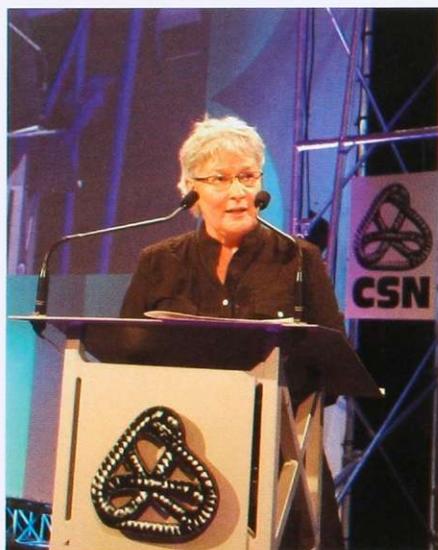
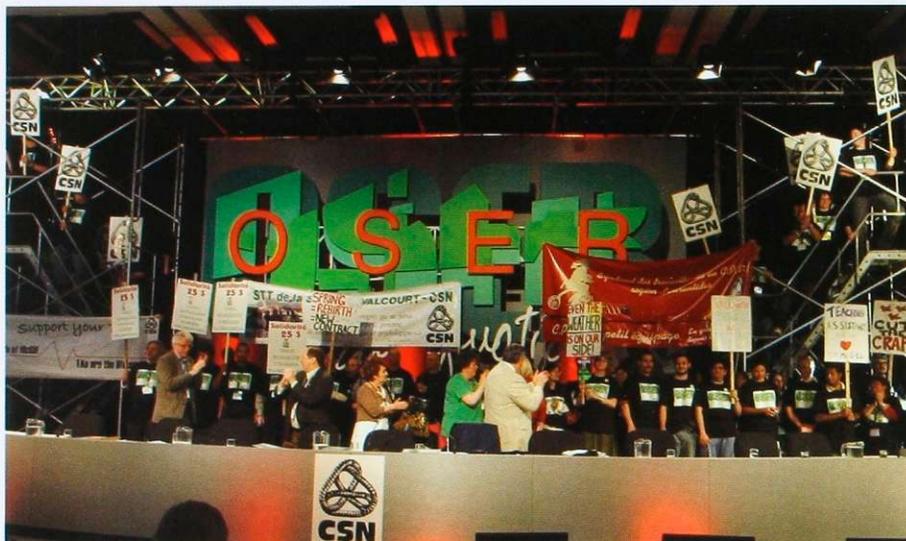
De là à parler de faire évoluer les mentalités, tant chez la partie patronale que chez les employés, il y a un pas que le président n'ose franchir. Cette démarche d'implication dans

l'organisation du travail n'est pas de tout repos et mérite d'être évaluée pour en comprendre les forces et les faiblesses. Le syndicat procède actuellement à une analyse de cette approche et devrait être en mesure d'en dévoiler les tenants et les aboutissants dans quelques semaines. « Notre volonté est de conserver un climat de travail harmonieux. C'est dans cet esprit que nous travaillons à faire avancer tout le monde », conclut Guillaume Marquis.

Appel vibrant à la solidarité !

C'est toujours un moment très fort du congrès : la rétrospective des luttes menées par les membres de la CSN. Attentif, le congrès a écouté avec un immense intérêt, en fin de journée hier, la vice-présidente de la CSN, Denise Boucher, présenter, parfois avec humour, les conflits et les nombreuses causes qui nous ont mobilisés depuis trois ans.

Branle-bas de combat, campagnes, démarches, grèves, lock-out, manifestations, marches, rassemblements : les membres de la CSN ont fait preuve de créativité et déployé des énergies titanesques pour atteindre nos objectifs de négociation, la protection de nos emplois ainsi que pour défendre et promouvoir nos causes. Le but étant d'obtenir plus de dignité, de justice, d'équité et de meilleures conditions dans nos lieux de travail et dans la société.



Luttes actuelles

Le congrès a aussi exprimé avec enthousiasme sa solidarité envers les membres des syndicats actuellement en conflit : ceux d'Olymel à Saint-Simon, de la scierie Valcourt, du CPE Petit Équipage de Saint-Janvier-de-Mirabel et les étudiantes et étudiants diplômés employés de l'Université McGill.

La relève engagée



À l'aide d'une présentation théâtrale, le comité national des jeunes de la CSN a présenté les quatre grands enjeux qui ont marqué les dernières années, soit le travail et l'emploi, l'environnement, la vie démocratique et la relève syndicale.

Entente de coopération entre les Premières Nations et la CSN

Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, et la présidente de la CSN, viennent de conclure une entente visant à soutenir l'intégration de travailleuses et de travailleurs issus des Premières Nations dans des entreprises, situées hors réserve, dont les employé-es sont représentés par la CSN. Il s'agit aussi de favoriser le transfert de compétence vers la main-d'œuvre des Premières Nations.



Cette entente de coopération se veut à la fois opérationnelle, réaliste et progressive. Elle sera mise en œuvre avec des projets pilotes touchant des entreprises ou des établissements syndiqués à la CSN dans deux régions du Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord.

Gouvernance scolaire

La CSN satisfaite des orientations proposées

La Confédération des syndicats nationaux accueille avec satisfaction le projet de loi intitulé Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur les élections scolaires déposé à l'Assemblée nationale par la ministre Michelle Courchesne.

Au fil des ans, nous avons assisté à l'érosion de la participation démocratique. Or un virage s'impose pour répondre aux exigences du XXI^e siècle. Il faut redonner tout son sens à la démocratie et la dynamiser, notamment en suscitant

l'intérêt des parents et de la population sur les différentes questions d'éducation et en augmentant leur engagement civique. À cet effet, les orientations proposées par la ministre vont décidément dans cette direction.

Soulignons que lors des différentes consultations, la CSN s'était opposée à l'abolition des commissions scolaires. Nous avons souhaité leur maintien et leur modernisation, de même que la revitalisation de la démocratie scolaire.

Se syndiquer à la CSN, ça change pas le monde sauf que...

Marie-Christine a 25 ans. Il y a une semaine, avec ses collègues d'un centre d'hébergement privé, elle a décidé de se syndiquer à la CSN. C'est la nouvelle génération qui croit qu'ensemble, on peut déplacer les montagnes.

POUR CONTINUER À SYNDIQUER, IL FAUT OSER EN PARLER AU QUOTIDIEN !

Votre employeur tient-il compte de votre opinion pour améliorer l'organisation du travail ?



Lucie Dufour
Syndicat du
Regroupement économique et social du Sud-Ouest, Montréal

« Chez nous, c'est un peu particulier parce qu'on est dans un

organisme communautaire. Une culture du travail autonome est un peu naturelle. Mais à cause des bailleurs de fonds que sont, par exemple, les municipalités et maintenant les arrondissements, et surtout en raison de leurs exigences, notre autonomie est un peu grugée. Même si cette nouvelle réalité n'est pas uniforme dans tous les milieux et dans toutes les équipes de travail, on peut dire que cette tendance est pas mal généralisée. Toutefois, le comité des relations de travail demeure un lieu où on peut encore faire des gains de ce côté. »



Audrey Lefebvre-Sauvé
Syndicat des travailleuses et des travailleurs de la piscine olympique de la RIO

« Oui, l'employeur tient compte de notre opinion si ça

n'engendre pas de coûts supplémentaires. Moi, je suis sauveteuse et à la piscine olympique, nous devons souvent effectuer une rotation de nos postes de travail. Avant, le délai entre chaque rotation était trop long, c'était pénible. On a donc amené l'idée d'introduire de nouvelles rotations qui impliquaient qu'on reste maintenant 15 minutes sur chaque poste de travail. Ce que l'employeur a finalement accepté. Aussi, on a fait rentrer les gens cinq minutes avant le début de leur quart de travail pour faciliter les changements. »



France Théorêt, Syndicat des travailleuses et travailleurs du CSSS du Suroît

« Oh non ! L'employeur ne nous demande jamais

notre avis. À ses yeux, nous ne sommes que des numéros. S'il tenait compte de notre opinion, nous pourrions être plus efficaces, avoir un milieu de travail intéressant et rendre de meilleurs services à la clientèle. Mais l'employeur s'en fout. Il ne nous exprime jamais de reconnaissance. S'il nous félicitait de temps à autre, au lieu de nous réprimander, ça aiderait au moral. Ce n'est pas toujours agréable de travailler en milieu hospitalier ; nous avons beaucoup de pression. »

Femmes et solidarité : deux mots qui vont de pair



La CSN a mis en avant un projet de partenariat avec l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSA) en 2007. Awa Wade est secrétaire générale de l'Union démocratique des enseignantes et enseignants (UDEN) et responsable du département Genre et équité de l'UNSA. Mame Saye Seck est chargée des relations extérieures de l'UDEN et chargée de la francophonie syndicale au sein du département des relations internationales de l'UNSA. Toutes deux sont parmi nous.

par France Désaulniers

Un partenariat qui comporte deux volets

Le projet cible l'économie sociale et solidaire ainsi que le développement de liens. « Avec ce projet, nous établissons des jumelages entre des militantes de la CSN et de l'UNSA. Ce qui importe, c'est l'échange d'expériences et le renforcement de la solidarité entre les militantes du Nord et celles du Sud », précise Awa Wade.

Bien sûr, la situation des femmes au Québec a peu à voir avec celle des femmes africaines. « Sur le plan économique, au Sénégal, nous parlons de pauvreté endémique, une pauvreté qui se féminise de plus en plus. On estime que le secteur informel constitue 80 % du marché du travail. Et dans ce secteur, ce sont des femmes qu'on retrouve à près de 95 %. Les gens qui œuvrent dans le secteur formel sont donc une minorité. Ils occupent les types d'emplois les plus valorisants. Les femmes se contentent de l'agriculture d'autosuffisance, de cultures vivrières. La division sexuelle du travail est très nette.

Bataille pour la reconnaissance

La situation des femmes sur le plan juridique n'est guère reluisante. « Dans notre législation, le code de famille stipule que l'homme est l'unique chef de famille. Nous menons une bataille pour nous faire reconnaître, mais nous devons faire face à un puissant lobby d'intégristes musulmans », poursuit Awa Wade. Le président



de la République a eu l'occasion de réitérer l'attachement du Sénégal aux conventions internationales qu'il a ratifiées. Il a adopté des réaménagements sous forme de décrets, qui vont dans le sens des revendications portées par l'UNSA, mais il hésite à appliquer des réformes à cause des pressions des intégristes, et la discrimination persiste.

Participation des femmes dans les syndicats

Selon une étude du Bureau international du travail (BIT), les femmes occupent 25 % des emplois du marché formel, mais occupent 5 % des postes dans les structures de prise de décision. Et elles sont encore moins présentes lorsqu'il s'agit de comités exécutifs...

Le département Genre et équité est chargé d'organiser les femmes dans les

syndicats, d'identifier leurs problèmes particuliers et de réfléchir sur les revendications qui leur sont propres.

Mame Saye Saek poursuit : « Notre partenariat avec la CSN doit faire tâche d'huile sur le plan international, parce qu'on a constaté que ce soutien mutuel entre syndicats de base est vital. Il faut se connaître et se côtoyer pour avancer ensemble. »

Nous sommes toutes et tous confrontés à des défis. En Afrique, c'est souvent une question de survie. « La pauvreté a atteint des degrés inimaginables. Vous avez peut-être suivi la levée de bouclier qu'a entraînée la flambée de prix. Eh bien, ce sont les femmes qui étaient à l'avant-garde ! Ce sont elles qui doivent tout faire pour simplement subvenir aux besoins élémentaires de leur famille. »

La construction navale

par Roger Deslauriers

La ville de Québec était, au XIX^e siècle, un des centres de la construction navale mondiale. Cette industrie fut implantée par les immigrants écossais puis anglais et irlandais à la suite de la Conquête. Les Canadiens-français y seront ouvriers ou sous-traitants, ne devenant entrepreneurs qu'à la fin du siècle. Plus de 1500 navires ont été construits dans les chantiers navals de Québec de 1800 à 1850. La longue file de voiliers (bricks, goélettes, brigantins ou barques) se trouvait le long de la rivière Saint-Charles et à l'anse du Cul-de-Sac. Tous ces vaisseaux témoignaient de l'habileté des ouvriers constructeurs de bateaux de Québec.

Ce développement économique et l'explosion démographique qui en résulta forceront les autorités à modifier



le statut de la ville. Le 31 mars 1831, la Chambre d'assemblée du Bas-Canada en votant « l'Acte pour incorporer la Cité de Québec » octroiera à la ville de Québec sa première charte.

Les sources ayant servi à composer cette capsule viennent de travaux universitaires en histoire, mais aussi de textes publiés sur la toile informatique, que nous nous sommes efforcés d'utiliser avec le discernement nécessaire.

MOTS CROISÉS

À gagner, tous les jours 10 t-shirts ou ensembles d'aimants Leucan.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | ■ | | |
| 4 | | | | | ■ |
| 5 | | | | | |

Horizontal

1. Pour attirer l'attention.
2. Ilot du désert.
3. C'est un commencement — Béryllium.
4. « C'est à ton tour ».
5. Dommage!

Vertical

1. Marque le dégoût.
2. Se lance en trinquant.
3. Un peu d'islam — C'est presque un vol.
4. Os.
5. Demi-mouche.

Solution de la grille n° 3

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1 | V | E | R | T | S |
| 2 | E | C | O | P | A |
| 3 | L | O | G | O | S |
| 4 | O | L | E | ■ | S |
| 5 | S | O | R | T | E |

Apportez vos réponses à Claire à la salle 206AB.

Où sortir...

L'observatoire de la Capitale

Faut qu'il fasse beau ! Pour savourer les plus magnifiques vues de Québec, qui se dévoilent sous vos yeux en 360 degrés, il faut se rendre à l'observatoire de la Capitale, situé au 31^e étage de l'édifice Marie-Guyart (appelé jadis Complexe « G »), soit au 1037, rue De La Chevrotière, à deux pas du Centre des congrès. À 221 mètres d'altitude, la plus haute tour de Québec donne la chance d'admirer des paysages pa-



noramiques, des points de vue uniques : le fleuve Saint-Laurent, l'île d'Orléans, les Laurentides et la ville au complet. Époustouflant ! En prime, vous pourrez y apprécier une exposition photographique du réputé croqueur d'images de Québec, décédé en mars dernier, Eugen Kedl : patrimoines religieux, militaire et urbain. Le hic ? L'observatoire ferme à 17 h. Il faut donc y aller le midi... La visite coûte quelques dollars seulement.

Le Beaugarte ou le Liquor Store

2600, boul. Laurier à Sainte-Foy, près de la place Laurier

Le Beaugarte, situé entre les deux grands centres commerciaux de Sainte-Foy, est l'ancêtre des restos-bars de Québec. L'endroit est plutôt chic, branché et tape-à-l'œil, avec un décor imposant, des rayons laser qui fument sur la piste de danse, un gros système de son pour une grande piste de danse, bref, le lieu pour s'éclater comme il se doit, pour ceux qui veulent veiller tard, bien sûr. Au chapitre de la cuisine, le crabe d'Alaska, les carrés d'agneau, la salade César ainsi que les fajitas, sont au nombre des plats les plus appréciés.

Dans le même genre, vous avez, tout à côté, l'option du cabaret Liquor Store. Le jeudi, c'est la soirée des dames... Aux deux endroits, la moyenne d'âge se situe autour de 30 ans, mais comme une moyenne n'est qu'une moyenne, disons que tout le monde est bienvenu. La soirée commence avec le 5 à 7.

GAGNANTS RECHERCHÉS

Peut-être êtes-vous l'heureuse ou l'heureux gagnant d'une clé USB. Passez aux stands de la SSQ et de Fondation pour vérifier si la chance vous a souri.

ENCOURAGEZ-LES !

N'oubliez pas de vous procurer l'objet de solidarité. Les profits de cette vente sont versés aux syndicats en conflit. Votre précieux soutien sera d'un grand réconfort pour les membres de ces syndicats.



DES TIRAGES QUOTIDIENS

Au stand Fondation
Si vous n'avez pas participé, il en est encore temps. Fondation procédera à un tirage de clés USB aujourd'hui et à un autre demain.

Au stand SSQ
Du côté de la SSQ, vous avez l'occasion de gagner une des quinze couvertures avec bandoulière conçues pour les pique-niques. Le tirage est demain soir.

Bonne chance !



ASSEMBLÉE DE



BÂTIRENTE

— Régimes de retraite collectifs —

Un petit rappel à tous les représentants des groupes de Bâtirente : n'oubliez pas l'assemblée triennale ce soir, à 19 heures, à la salle 204B. Un léger goûter sera servi.

DE TOUTES LES COULEURS, LES MILIEUX DE TRAVAIL

C'est demain que les membres du comité des relations interculturelles vous accueilleront au stand du hall principal, au niveau 4.

Un diaporama vous fera connaître les dernières données sur l'intégration des immigrantes et des immigrants. Vous pourrez également feuilleter sur place le guide produit par la CSN *Les milieux de travail de toutes les couleurs*.

De plus, en venant tester vos connaissances, vous aurez la chance de participer à un tirage.

DES MILIEUX DE TRAVAIL DE TOUTES LES COULEURS

Apprendre à travailler ensemble



QUI PERD TROUVE

Si vous êtes perdu, hélas, nous ne pouvons rien faire. En revanche, si vous avez perdu ou trouvé quelque chose, présentez-vous au stand du service d'ordre dans le foyer du niveau 2.



LA CSN FAIT SON CINÉMA



Comme ces derniers jours, à 8 h 45 dans la grande salle du congrès (*la plénière*), c'est l'heure du reportage vidéo. Aujourd'hui, des travailleuses et des travailleurs qui se sont joints à la CSN durant ces trois dernières années nous parleront de leur démarche de syndicalisation.

Demain, vendredi, les outils collectifs seront en vedette.

Ça vaut la peine d'arriver plus tôt !

Vous l'avez manqué ? Une reprise est prévue à 14 h 15.

P.S. : Boris, le pop-corn n'est pas inclus.



ÊTES-VOUS ALLÉ CHERCHER VOTRE GUIDE VERT ?

Financé par la Caisse d'économie solidaire, ce numéro de la collection *Protégez-vous* est distribué gratuitement au stand des outils collectifs, dans le hall du 4^e étage.

On y trouve plein d'articles intéressants, de conseils et d'adresses incontournables pour qui voudrait s'orienter vers une consommation et un mode de vie plus respectueux de l'environnement.

